



Monsieur le Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

Objet : Vœux 2023

Le 9 janvier 2023

Monsieur le Président,

Le 31 décembre dernier vous avez adressé vos vœux aux français. C'est pourquoi le **Groupe d'Influence politique CIVITAS** souhaite à son tour faire usage de cette coutume pour vous adresser les siens.

Tout d'abord, permettez-nous de nous présenter : **CIVITAS est un mouvement politique oeuvrant à promouvoir et défendre l'identité nationale et chrétienne de la France en s'inspirant de la doctrine sociale de l'Eglise catholique, du droit naturel et des valeurs patriotiques, morales et civilisationnelles indispensables à la renaissance du pays.**

Au plan national, CIVITAS prend depuis plusieurs années une part active aux grands débats de société sous diverses formes (mobilisations publiques, universités, campagnes de communication, sessions de formation, ...). De plus, le mouvement s'est doté depuis le mois de septembre 2022 d'un nouveau service de lobbying, le **Groupe d'Influence politique**, dont le but est de réagir à la conduite de l'action publique. Soit il la soutient lorsqu'elle correspond aux valeurs citées précédemment, soit il la dénonce lorsque celle-ci lui est contraire.

A l'aube de cette nouvelle année, devant la ruine accélérée de notre pays depuis bien des années et hélas sous vos mandats, qu'elle soit politique, économique, sociale, morale et spirituelle, nous, français militant pour le Règne social de Notre-Seigneur Jésus-Christ sur les nations, il nous apparaît comme une urgence impérieuse de vous rappeler, en quelques lignes, plusieurs notions essentielles à un bon gouvernement de la « chose publique/ res publica » et donc à votre mission de Chef de l'Etat français.

Permettez-nous d'abord de vous faire part de notre profonde incompréhension : car enfin, comment l'ancien élève du lycée jésuite catholique de la Providence à Amiens a-t-il pu intégrer les rangs d'organisations mondialistes et autres sociétés discrètes pour ne pas dire secrètes, occupées depuis plus de deux cents ans à détruire les nations, l'ordre hérité de vingt siècles de civilisation imprégnée de chrétienté ? Comment vous est-il possible d'apporter votre concours zélé à l'instauration d'un Nouvel Ordre Mondial et à une Grande Réinitialisation aux accents messianiques alors que se déchaîne en réalité sous nos yeux depuis des décennies un terrible désordre mondial ?

Comment le jeune garçon de douze ans (vous), qu'une touchante photographie parue dans le quotidien les Dernières Nouvelles d'Alsace en 2019 montre le jour de sa Confirmation, a-t-il pu oublier que ce sacrement perfectionne la grâce du baptême et fait du confirmand un parfait soldat de Jésus-Christ ?

Comment est-il possible que cette même personne, puisse des années plus tard, impulser ou soutenir une politique mortifère voire une tyrannie d'Etat durant plus de deux ans sous prétexte sanitaire, une dictature capitalo-communiste numérique, la déconstruction de la famille naturelle, la propagande de folles théories subversives destructrices de l'ordre naturel jusque dans les écoles, le soutien aux idéologies du « Wokisme » et de la « Cancel culture », l'allongement du permis de tuer un enfant à naître dans le ventre de sa mère, l'inscription du droit de supprimer volontairement la vie d'un petit être innocent et fragile dans la Constitution française, le permis de tuer aussi les adultes sous le terme horrifique de « suicide assisté » ?

Alors oui, Monsieur le Président, nous vous présentons nos vœux :

**Nous formons le souhait** que vous instauriez enfin le Bien Commun politique - et non plus le Mal Commun- seul objectif d'un bon gouvernement et seule condition d'une autorité consistante, qui peut se définir comme *l'état stable de l'agir vertueux pour tous*. Le Chef d'Etat doit procurer directement à ses administrés le bien commun temporel c'est-à-dire favoriser les conditions qui permettent aux familles et aux individus d'exercer les activités qui les aident à vivre dans la sécurité, la paix et dans la concorde. C'est son devoir de procurer indirectement le bien spirituel en favorisant la véritable religion et en limitant l'influence des fausses religions qui sont des foyers de désordre moral, social et même politique.

**Nous formons le souhait** qu'à la notion de Liberté héritée de la Révolution qui n'est autre qu'un personnalisme libertaire, soit substituée la **vraie liberté** qui n'existe que dans le choix et l'accomplissement d'un bien objectif.

**Nous formons le souhait** qu'au fallacieux principe d'Egalité soit opposée la **notion de Justice** qui répartit les biens en fonction du mérite, rendant à chacun ce qui lui est dû.

**Nous formons le souhait** que le précepte de Fraternité se convertisse en **charité fraternelle**, vertu théologique de l'homme qui aime son prochain en tant que créature de Dieu. Cette charité seule garantit la pacification des esprits, le respect des lois justes et de l'autorité droite.

Mais, allez-vous nous opposer, l'Etat laïc qu'est la France est indépendant de toute influence religieuse et par conséquent de l'enseignement de l'Eglise catholique : certes, les gouvernants peuvent le proclamer à l'envi, il n'en demeure pas moins que c'est faux. Il existe bien une distinction entre le temporel et le spirituel mais, en cas de défaillance de l'Etat, l'Eglise représente **l'ultime norme morale et spirituelle** et se doit d'exercer un pouvoir indirect sur l'Etat pour faire respecter cette norme.

Allez-vous persister dans une gouvernance menant au chaos ?

Si par malheur c'était le cas, nous nous ferions alors un devoir de reprendre la célèbre réplique adressée par le Cardinal PIE, éminent évêque de Poitiers, héraut des droits imprescriptibles de la Royauté du Christ dans la vie publique et les institutions, à l'empereur Napoléon III lors d'une audience le 15 mars 1859 : « *Le moment n'est pas venu pour Jésus-Christ de régner ? eh bien alors le moment n'est pas venu pour les gouvernements de durer* ».

Enfin nous referions alors nôtres les propos tenus par Saint Rémi lors du baptême de Clovis à Reims en 496 : « *La Gaule (la France) ne cessera de prospérer tant qu'elle suivra la voie de la Vérité et de la Vertu, mais sa décadence viendra par l'invasion des vices et des mauvaises mœurs. C'est là en effet ce qui précipite la ruine des royaumes et des nations* ».

Il n'est jamais trop tard pour corriger ses erreurs : sachez, Monsieur le Président, que nos prières quotidiennes implorent le salut de notre chère patrie et la conversion de ses dirigeants.

Formant aujourd'hui ce souhait, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses mais néanmoins vigilantes salutations.

Marie-Thérèse ROCHE – Coordinatrice du GIP CIVITAS